DCAF Le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève

SSR BACKGROUNDER

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA GOUVERNANCE ET LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

À PROPOS DE CE DOCUMENT D'INFORMATION RSS

Ce document d'information sur la RSS traite de l'importance du changement climatique en tant que l'une des crises les plus graves de notre époque. Il explique d'abord comment le changement climatique est un facteur d'insécurité, de conflits accrus, ainsi qu'un multiplicateur de risques. Le changement climatique a également des conséquences sur les secteurs de la sécurité et de la défense, qui agissent déjà en tant que « premiers intervenants » dans les urgences climatiques et apportent leur propre contribution au réchauffement climatique. Le document d'information décrit comment le secteur de la sécurité peut contribuer à faire face à la crise climatique et comment les changements climatiques pourraient éventuellement (re)façonner son environnement de travail et opérationnel. Enfin, le document d'information fournit des éléments de réflexion sur la façon dont la GSS peut contribuer à atténuer les changements climatiques, à s'y adapter et à y répondre, ainsi que sur des manières dont les mesures climatiques peuvent être intégrées dans le cadre de la RSS.

CE DOCUMENT D'INFORMATION RÉPOND AUX QUESTIONS SUIVANTES :

Comment le changement climatique exacerbe-t-il l'insécurité ? 2
En quoi le changement climatique est-il pour la G/RSS ? 4
Comment une bonne GSS peut-elle contribuer à lutter contre le changement climatique . . 5
Quels rôles les acteurs du secteur de la sécurité peuvent-ils jouer dans la lutte contre le changement climatique ? 6
Comment les réponses à la crise climatique peuvent-elles être intégrées dans la RSS ? . . 7

À PROPOS DE CETTE SÉRIE

Les documents d'information sur la RSS fournissent une introduction concise à certaines questions liées à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et à la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Cette série résume les débats actuels, définit les termes clés et révèle les tensions centrales dans ces domaines en s'appuyant sur un large éventail d'expériences internationales. Les documents d'information sur la RSS ne cherchent pas à promouvoir des modèles, politiques ou propositions spécifiques en matière de gouvernance ou de réforme, mais proposent une liste de références additionnelles offrant aux personnes intéressées la possibilité d'approfondir leurs connaissances sur chaque sujet. Ils constituent des ressources utiles pour les acteurs de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité qui cherchent à comprendre et à appréhender de façon critique les approches actuelles en la matière.

DCAF, le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève se consacre à l'amélioration de la sécurité des États et de leurs citoyens dans un cadre de gouvernance démocratique, d'état de droit, de respect des droits de l'homme et d'égalité des genres. Depuis sa création en 2000, le DCAF contribue à rendre la paix et le développement plus durables en aidant les États partenaires et les acteurs internationaux qui soutiennent ces États à améliorer la gouvernance de leur secteur de la sécurité grâce à des réformes inclusives et participatives. Il crée des produits de connaissances innovants, encourage les normes et les bonnes pratiques, fournit des conseils juridiques et politiques et soutient le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques du secteur de la sécurité.

Le DCAF tient à remercier
Gabriela Manea pour la conception et production de ce document ; Megan Bastick, Alan Bryden, Teodora Fuior, Dawn Lui, Ioan Nicolau, Jared Rigg, Camille Risler et Albrecht Schnabel pour la relecture et leurs commentaires ; Sandra Vojvodic pour la traduction du texte ; Petra Gurtner pour la mise en page et le design.

Éditrice de la série
Gabriela Manea

© DCAF
Les documents d'information sont disponibles gratuitement à l'adresse **www.dcaf.ch**

Les utilisateurs peuvent copier et distribuer ce matériel à condition que le DCAF soit crédité. Non destiné à un usage commercial.

Publication à citer comme suit
DCAF – Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève. « Le Changement Climatique et la Gouvernance et la Réforme du Secteur de la Sécurité. »
Série de documents d`information sur la RSS. Genève: DCAF, 2023.

DCAF
Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève
Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
CH-1202 Geneva
Switzerland

info@dcaf.ch
+41 22 730 94 00

www.dcaf.ch

COMMENT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EXACERBE-T-IL L'INSÉCURITÉ ?

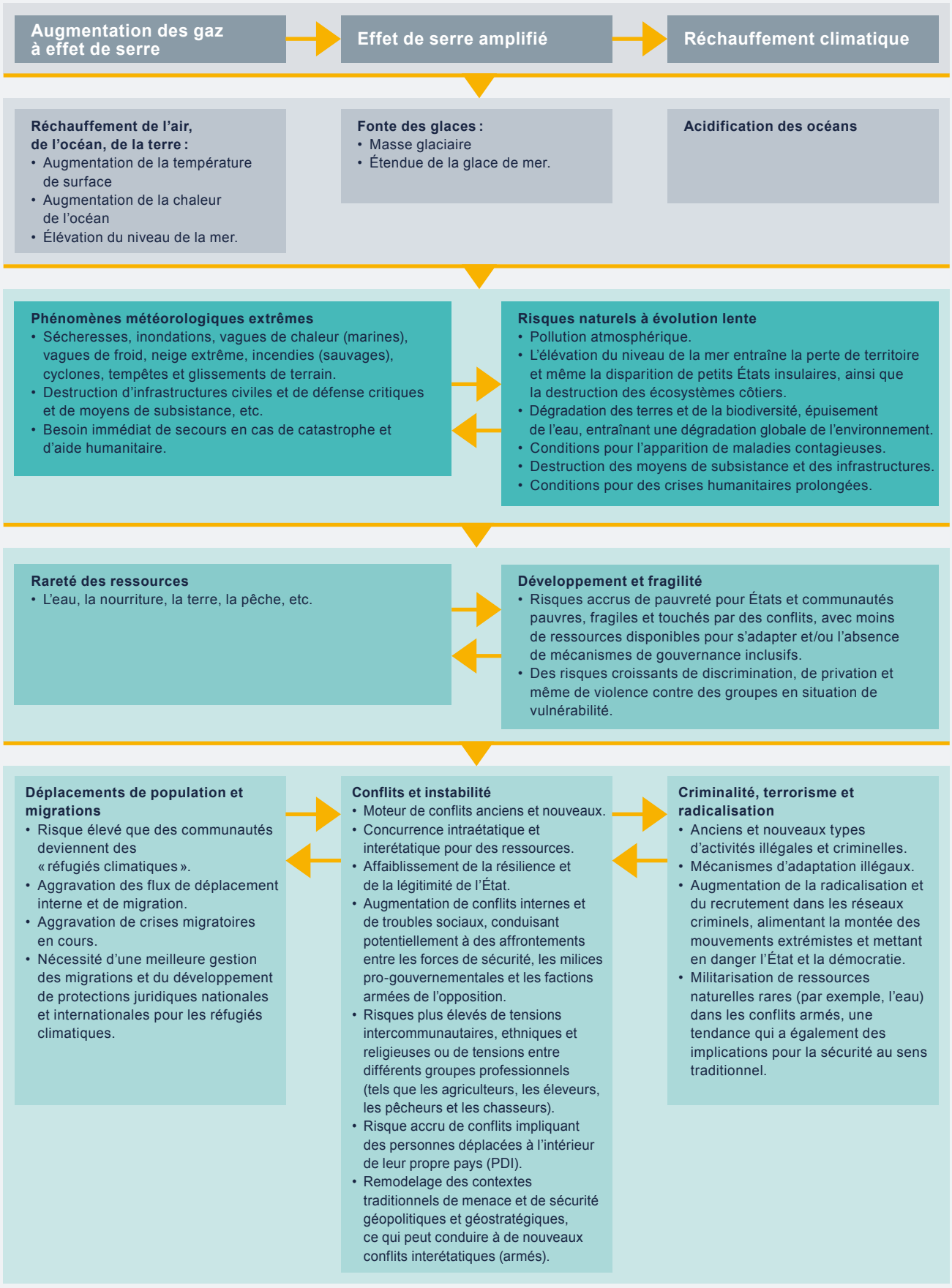
Le changement climatique est l'une des crises les plus graves de notre époque, dont les conséquences déstabilisatrices font appel à des politiques audacieuses de la part des gouvernements et de leurs agences, des organisations internationales ainsi que de la société civile. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a noté que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) produits par des activités humaines a entraîné une augmentation des températures mondiales de 1,1° C par rapport aux niveaux préindustriels, la dernière décennie ayant été la plus chaude jamais enregistrée. Le GIEC met en garde contre un réchauffement climatique de plus de 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels – une tendance qui créerait de graves risques pour l'humanité. En réponse à la crise climatique, des cadres juridiques internationaux ont été élaborés au cours des dernières décennies (voir encadré 1), notamment l'Accord de Paris, adopté en 2015.

CADRES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

- **1988 :** Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est créé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Il développe les connaissances scientifiques sur le changement climatique et publie régulièrement des rapports sur les prévisions du changement climatique, des évaluations d'impact et des recommandations pour la prévention.
- **1992 (entrée en vigueur en 1994) :** La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est adoptée afin d'empêcher « toute perturbation humaine dangereuse du système climatique ». Elle vise à réduire les émissions mondiales de GES afin de prévenir le réchauffement climatique.
- **1997 (entrée en vigueur en 2005) :** Le Protocole de Kyoto concrétise les obligations contenues dans la CCNUCC, en engageant les pays industrialisés et les économies en transition à limiter et à réduire leurs émissions de GES conformément aux objectifs individuels convenus.
- **2015 (entré en vigueur en 2016) :** L'Accord de Paris fixe des objectifs et des outils concrets pour l'action climatique mondiale pour toutes les parties signataires, pays développés ainsi que pays en développement. D'autres arrangements et instruments continuent de voir le jour lors des conférences annuelles des Parties (COP).
  - **Article 2.1(a) :** Contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2° C et limiter l'augmentation de la température à 1,5° C, cela par rapport aux niveaux préindustriels.
  - **Article 2.1(b) :** Renforcer la capacité d'adaptation des pays pour favoriser la résilience climatique et réduire les émissions de gaz à effet de serre.
  - **Article 5.1 :** Conserver et renforcer les puits et réservoirs de gaz à effet de serre, y compris les forêts.
  - **Article 8.4 :** Domaines de coopération : a) systèmes d'alerte précoce; b) préparation aux situations d'urgence; c) les phénomènes qui se manifestent lentement ; d) les phénomènes pouvant causer des pertes et des préjudices irréversibles et permanents; e) une évaluation et une gestion complètes des risques; f) les mécanismes d'assurance contre les risques, la mutualisation des risques climatiques et d'autres solutions d'assurance; g) les pertes non économiques; et h) la résilience des communautés, des moyens de subsistance et des écosystèmes.

L'augmentation des émissions de GES a des effets en cascade sur toutes les parties du système climatique mondial, en modifiant les conditions météorologiques et mettant en danger des dimensions essentielles de la vie humaine. Une multitude d'impacts directs et indirects du changement climatique créent de l'insécurité, aggravent la pauvreté, amplifient les facteurs de conflit et exacerbent la fragilité et l'insécurité à travers le monde (voir figure 1).

FIGURE 1 IMPACTS EN CASCADE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



La production de GES à l'échelle mondiale est répartie de manière inégale entre les États, tout comme les impacts du changement climatique. Par exemple, les 100 pays ayant les émissions les plus faibles ne génèrent collectivement que 3 % des émissions totales, tandis que les 10 pays ayant les niveaux d'émissions les plus élevés sont responsables de 68 % du total. Ce ratio reflète la répartition très inégale de la richesse à travers le monde. Par ailleurs, les pays qui émettent le moins – et qui sont généralement les moins riches – sont parmi les plus touchés par le changement climatique.

EN QUOI LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST-IL PERTINENT POUR LA R/GSS ?

Le changement climatique a de profondes implications pour la sécurité humaine. Il met à l'épreuve la capacité des États à assurer la sécurité humaine, ainsi que la sécurité traditionnelle, de manière efficace et responsable. Il exerce également une pression directe sur le secteur de la sécurité, car un climat plus chaud modifie l'environnement dans lequel les prestataires de sécurité opèrent, avec des impacts négatifs sur le personnel, la logistique et les infrastructures. Le changement climatique est un « multiplicateur de menaces » et l'intervention des prestataires de sécurité devient donc plus nécessaire mais aussi potentiellement problématique si elle n'est pas adaptée de manière adéquate pour répondre à la fois aux conditions et aux risques climatiques changeants et aux appels à une responsabilisation accrue. Le changement climatique et le secteur de la sécurité ont de plus en plus d'impacts mutuels l'un sur l'autre. Il est primordial que la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (R/GSS) évalue les moyens d'actions du secteur de la sécurité afin de faire face à la crise climatique, et qu'elle examine comment le changement climatique affectera et finira par (re)façonner le travail des acteurs du secteur de la sécurité.

À l'échelle nationale, les secteurs de la sécurité doivent contribuer équitablement à la mise en œuvre de l'Accord de Paris pour les raisons suivantes :

- Ils peuvent contribuer de manière significative à la réduction des émissions de GES et à une transition énergétique verte dans leurs États respectifs.
- Ils peuvent faciliter ou entraver la capacité des gouvernements de développer la résilience climatique et la bonne gouvernance des risques de sécurité liés au climat.
- Un manque de préparation et de planification stratégique face au changement climatique affectera non seulement la capacité des prestataires de services de sécurité à fonctionner, mais diminuera également la capacité de l'État à assurer la sécurité humaine et conventionnelle.

INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

- Les impacts du changement climatique sont fortement spécifiques au genre. Les normes de genre et les dynamiques de pouvoir entre genres influent sur l'exposition différentielle des hommes et des femmes à la rareté des ressources, aux risques créés ou amplifiés par le changement climatique, ainsi que sur leur capacité à y faire face.
- Les normes spécifiques au genre et la dynamique du pouvoir sont essentielles pour différencier l'accès, l'utilisation et le contrôle différenciés des ressources naturelles et des actifs économiques pour les femmes et les hommes, ainsi que pour la mobilité physique et les flux migratoires, le pouvoir de décision et les attentes des ménages et des communautés. En conséquence, les femmes subissent souvent le plein fouet des conflits, avec peu de possibilités d'influencer la politique climatique.
- Rareté des ressources naturelles causée par le changement climatique :
  - expose les femmes à un risque accru de violence fondée sur le genre (VFG);
  - accroît la violence domestique et communautaire, car les hommes et les femmes se trouvent dans l'impossibilité de s'acquitter des rôles spécifiques au genre prescrits;
  - augmente le risque de violence de genre et sexuelle pendant et après des phénomènes météorologiques extrêmes, y compris dans les centres d'évacuation;
  - expose les défenseuses de l'environnement à des menaces accrues de violence de genre et sexuelle, y compris la violence de genre commise par le personnel du secteur de la sécurité impliqué dans les réponses au changement climatique.

→ Pour plus d'informations sur le genre, le changement climatique et la sécurité, veuillez consulter le rapport **La voix des femmes : leur expérience du lien entre le climat, le genre et la sécurité**

À l'échelle internationale, le changement climatique est intrinsèquement lié à la R/GSS, car l'action climatique et la bonne gouvernance du secteur de la sécurité sont toutes les deux nécessaires pour la bonne mise en œuvre de deux programmes politiques cruciaux de l'ONU :

- Le changement climatique peut considérablement entraver la réalisation du Programme 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD), qui visent à éradiquer la pauvreté et à rendre les sociétés plus sûres et plus pacifiques. L'ODD 13 place l'action climatique et la protection de la vie dans le Programme 2030, tandis que l'ODD 16 vise à améliorer la gouvernance dans les domaines de la sécurité et de la justice – des cibles que la GSS/R peut aider à atteindre.

- Le changement climatique aggrave les crises sécuritaires et crée de nouvelles insécurités, menaçant ainsi le Programme de consolidation et de maintien de la paix de l'ONU. La RSS fait partie intégrante de nombreuses missions de paix et politiques des Nations Unies, dans le but de créer une bonne gouvernance dans les domaines de la sécurité et de la justice. Compte tenu des impacts du changement climatique sur la paix et la sécurité, la RSS doit intégrer une analyse des conflits sensible au climat et des stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique adaptées au secteur de la sécurité.

COMMENT UNE BONNE GSS PEUT-ELLE CONTRIBUER À LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Les changements climatiques peuvent non seulement conduire à des crises humanitaires enracinées, à divers types de conflits et à la déstabilisation, comme décrit ci-dessus ; ils peuvent également faire l'objet d'une sécuritisation (voir encadré 3).

La sécuritisation implique des pièges de cette nature. Une bonne GSS fournit un terrain d'entente pour les décideurs politiques et le secteur de la sécurité, en orientant le cours entre le secteur de la sécurité ne jouant aucun rôle dans la réponse au changement climatique d'une part et la sécuritisation ou même la militarisation du changement climatique d'autre part.

SÉCURITISATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La sécuritisation est le processus consistant à présenter une question comme une menace existentielle pour la sécurité de l'État, internationale et/ou humaine, transformant ainsi une question non sécuritaire en une question de sécurité. L'objectif est de justifier des mesures extraordinaires qui, autrement, ne seraient pas prises pour s'attaquer au problème.

Comme d'autres défis de sécurité émergents (numérisation et cybersécurité, migrations, crises sanitaires, etc.), le changement climatique a fait l'objet d'une sécuritisation, étant présenté comme la cause profonde de nouvelles menaces sécuritaires face auxquelles les États et la communauté internationale manquent de préparation. Bien que l'articulation relativement réussie du lien entre le climat et la sécurité ait contribué à ce que le changement climatique occupe une plus grande place dans les programmes mondiaux et nationaux, on craint également qu'il ne favorise des solutions fondées sur la sécurité, ce qui pourrait détourner des ressources des solutions dirigées par les civils et saper la gouvernance démocratique.

Par exemple, une telle évolution est probable :
- dans les pays où le secteur de la sécurité joue un rôle politique en l'absence d'un cadre démocratique de gouvernance ;
- dans les pays sortant d'un conflit ou en transition où la RSS est toujours en cours ou absente, et où les prestataires de services de sécurité peuvent utiliser le lien entre le climat et la sécurité comme prétexte pour de nouvelles missions, trouver une porte dérobée à l'influence politique ou même utiliser la crise climat-sécurité comme prétexte pour s'emparer du pouvoir ;
- dans les pays non préparés et mal gérés où les gouvernements surchargés peuvent compter sur l'armée et d'autres prestataires de sécurité pour faire face aux risques de sécurité liés au climat, investissant ainsi dans des solutions de sécurité rigides plutôt que de renforcer les capacités civiles afin de faire face aux effets du réchauffement climatique.

Une bonne GSS peut améliorer **l'efficacité et la responsabilité des services** de sécurité dans le contexte de la crise climatique si les cadres institutionnels existants, guidés par les principes de bonne gouvernance, sont utilisés pour élaborer une réponse cohérente du secteur de la sécurité au changement climatique, lui permettant d'investir son expertise, ses capacités et ses ressources pour prévenir et combattre les risques de sécurité liés au climat, soit dans le cadre des mandats actuels, soit en aidant les autorités civiles si nécessaire. En renforçant le rôle des institutions de surveillance en ce qui concerne le lien entre le climat et la sécurité, une bonne GSS peut garantir qu'un contrôle démocratique robuste empêche tout glissement potentiel de la mission ou des abus de la part des prestataires de sécurité tels que l'extorsion, la violence de genre ou la violence contre les communautés.

Une bonne GSS promeut **des approches participatives et sensibles au genre** par le biais de la collaboration du secteur de la sécurité avec la société civile, y compris les organisations de défense des droits des femmes, et les autorités civiles pour mettre en œuvre conjointement des initiatives climatiques et d'atténuation. En **respectant les normes relatives aux droits de l'homme et l'état de droit,** une bonne GSS peut prévenir la violence contre les défenseurs des droits humains environnementaux, les militants du climat et les défenseurs fonciers par les prestataires de sécurité et d'autres acteurs.

Pour de plus amples renseignements sur la GSS, veuillez consulter le Document d'information sur **la gouvernance du secteur de la sécurité.**

QUELS RÔLES EST-CE QUE LES ACTEURS DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ PEUVENT-ILS JOUER DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Les acteurs du secteur de la sécurité doivent être plus conscients de leur relation avec les impacts du changement climatique, évaluer leurs propres contributions au réchauffement climatique et jouer un rôle préventif et proactif dans la lutte contre la crise climatique.

Les prestataires de services de sécurité, tels que les forces armées, la police, les services de renseignement, les gardes-frontières et autres, sont déjà souvent impliqués en tant que « premiers intervenants » dans les activités liées au changement climatique (voir figure 1). A mesure que les phénomènes liés au climat s'intensifient, leur participation sera d'autant plus nécessaire. Les contributions positives des prestataires de services de sécurité comprennent leur rôle dans les opérations humanitaires et les secours en cas de catastrophe, la restauration de l'environnement dans les contextes d'après-guerre, la prévention et la lutte contre la criminalité environnementale, l'engagement dans les pratiques de conservation de l'environnement et l'élaboration de stratégies internes d'adaptation et d'atténuation du climat. Cependant, les prestataires de services de sécurité sont aussi parfois impliqués, de manière directe ou indirecte, dans des opérations à effet nuisible pour l'environnement ; on recense par exemple l'exploitation forestière, l'exploitation minière, le braconnage, etc., ainsi que la prestation de services de sécurité inadéquats, ou encore des pratiques de corruption ; tout cela a pour conséquence d'augmenter l'insécurité. Ces prestataires de services, en particulier les forces armées, ont une forte empreinte environnementale, ce qui nécessite un changement de paradigme.

Les prestataires de services de sécurité devraient **atténuer, s'adapter,** et **réagir** au changement climatique ainsi qu'aux risques de sécurité et de fragilité qu'il présente, et ceci de plusieurs façons :

- Réduire leurs propres émissions de GES et leur empreinte environnementale, par exemple dans leurs missions (comme la guerre, les essais d'armes) et dans la formation et la préparation à la guerre.
- Adapter leur planification stratégique et leur façon de penser aux changements climatiques et aux risques associés.
- Intégrer les changements climatiques dans leurs évaluations et leur formation sur les menaces et les risques, et mettre à jour leurs aptitudes et leurs compétences.
- Adapter leurs rôles/mandats traditionnels aux nouveaux défis liés au climat, afin de pouvoir agir en tant que premiers intervenants.

- Élaborer des plans d'urgence et des concepts opérationnels adaptés aux urgences liées au climat.
- Adapter leurs budgets pour y inclure des activités liées à la prévention et à la réaction aux changements climatiques.
- Adapter leur infrastructure matérielle, comme les systèmes d'armement et la logistique.

Les institutions de gestion de la sécurité, telles que les ministères de la défense et de l'intérieur, participent à la planification stratégique et sont donc des acteurs clés dans la conception des mesures liées au climat ainsi que de leur intégration dans les stratégies et politiques nationales de sécurité et de défense. Ils sont également en mesure de développer des incitations pour les achats écologiques et de fournir des orientations stratégiques aux acteurs de la sécurité sur l'intégration des considérations liées au climat dans leurs schémas opérationnels.

Les organes de contrôle formels et informels, tels que les parlements et leurs commissions spécialisées, les médiateurs et les organes d'audit, les commissions de droits de l'homme, la société civile et les médias, jouent un rôle essentiel pour assurer la conformité des actes du secteur de la sécurité avec les mandats de ce dernier, évaluer si l'élaboration de nouveaux mandats est nécessaire, maintenir le dialogue avec la société dans son ensemble, et lutter contre la sécuritisation du changement climatique. Ces organes peuvent également veiller à ce que des mécanismes solides de conformité et de surveillance soient mis en place dans les secteurs de la sécurité et de la défense afin de réduire les émissions de GES et l'empreinte environnementale.

→ Pour de plus amples renseignements sur les acteurs du secteur de la sécurité, veuillez consulter les documents d'information sur la RSS **sur le secteur de sécurité** ainsi que sur divers acteurs du secteur de la sécurité, tels que les forces armées, la police, le renseignement, les parlements, la société civile, etc.

COMMENT LES RÉPONSES À LA CRISE CLIMATIQUE PEUVENT-ELLES ÊTRE INTÉGRÉES DANS LA RSS ?

La RSS peut fournir aux États en transition, à ceux qui sortent d'un conflit, ou à ceux qui s'adaptent simplement au changement climatique, un cadre qui intègre les outils nécessaires pour consolider simultanément la gouvernance démocratique et renforcer la résilience face aux risques de sécurité et de fragilité liés au climat.

→ Pour de plus amples renseignements sur la RSS, veuillez consulter les documents d'information sur **la réforme du secteur de la sécurité.**

FIGURE 2 ACTIVITÉS DE RSS LIÉES AU CLIMAT AUX NIVEAUX STRATÉGIQUE, ORGANISATIONNEL ET OPÉRATIONNEL

Activités stratégiques de RSS

Veiller à ce que les cadres normatifs légaux et politiques pour le secteur de la sécurité reflètent les objectifs en matière de changement climatique (atténuation, adaptation, réponse) et reconnaissent les risques liés au climat en matière de sécurité et de fragilité

Par exemple :

- Évaluer la législation, les politiques, les protocoles et les pratiques liés à la sécurité et à la défense pour s'assurer qu'ils reflètent les objectifs en matière de changement climatique et les risques de sécurité et de fragilité liés au climat.
- En particulier, fixer des objectifs de réduction des émissions de GES pour les secteurs de la sécurité et de la défense, y compris établir des voies d'atténuation claires compatibles avec les engagements du pays en matière d'atténuation.
- Identifier de nouveaux cadres légaux permettant aux prestataires de services de sécurité étatiques et non étatiques d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter, ainsi que de répondre aux risques de sécurité liés au climat par le biais de mandats existants et/ou nouveaux.
- Veiller à ce que toute nouvelle législation soit conforme au droit international et notamment aux droits de l'homme, intégrant une perspective de genre dans tous les aspects du travail des forces de sécurité concernées par la réponse aux risques de sécurité climatique, en particulier en ce qui concerne les prestataires de sécurité non étatiques.
- Fournir des financements et concevoir des mécanismes d'incitation financière, permettre l'innovation et l'utilisation de technologies vertes, ainsi que la transition vers les énergies renouvelables dans les secteurs de la défense et de la sécurité.
- Assurer des protections juridiques et physiques appropriées aux défenseurs environnementaux des droits de l'homme, y compris les libertés d'expression et d'association et l'accès à l'information et à la justice, en accordant une attention particulière à la protection des femmes.
- Intégrer le changement climatique et des risques liés à la sécurité et à la fragilité liés au climat dans les processus d'examen du secteur de la sécurité afin de déterminer dans quelle mesure la R/GSS tient compte des considérations climatiques, y compris les incidences du changement climatique liées au genre.
- Auditer la performance du secteur de la sécurité en matière d'adaptation, d'atténuation et de réaction au changement climatique par le biais d'organes parlementaires, indépendants et judiciaires.
- Améliorer la capacité de la société civile, y compris les organisations de défense des droits des femmes, et des médias à examiner les actions du secteur de la sécurité dans le domaine du changement climatique.
- Sensibiliser le public, améliorer les connaissances et encourager les débats sur le rôle d'une bonne GSS dans la lutte contre le changement climatique et les risques liés au climat pour la sécurité et la fragilité.
- Organiser des cadres participatifs, inclusifs et ascendants pour discuter de la manière dont le secteur de la sécurité devrait contribuer au lien entre le climat et la sécurité.
- Assurer la participation pleine et égale des femmes à tout processus ou initiative lié au nexus climat - sécurité.
- Élaborer des mécanismes de coopération interagences, régionale et internationale sur les meilleures pratiques dans le secteur de la sécurité en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, et sur la lutte contre les risques liés au climat en matière de sécurité et de fragilité.

Activités de RSS au niveau organisationnel

Rendre les acteurs/institutions du secteur de la sécurité plus écologiques et plus conscients des risques de sécurité liés au climat

Par exemple :

- Adapter et/ou créer de nouvelles structures/capacités organisationnelles pour faire face au changement climatique et aux risques de sécurité liés au climat dans le secteur de la sécurité, y compris les risques accrus de violence de genre.
- Créer des cadres organisationnels pour les mécanismes d'alerte rapide en ce qui concerne les impacts du changement climatique sur le secteur de la sécurité dans son ensemble et sur la fourniture de sécurité.
- Adapter les stratégies, les infrastructures, la logistique et le personnel pour tenir compte du changement climatique et des risques liés à la sécurité et à la fragilité liés au climat.
- Développer des cadres de collaboration public-privé permettant l'écologisation des secteurs de la défense et de la sécurité et une transition efficace vers l'énergie verte.
- Adopter des approches intégrées des risques liés à la sécurité et à la fragilité liés au climat, en collaboration avec d'autres communautés politiques, des organisations de la société civile et des communautés locales.

Activités opérationnelles de RSS

Intégrer le changement climatique et les risques liés à la sécurité et à la fragilité liés au climat dans les mesures de sécurité

Par exemple :

- Développer des relations de confiance entre les prestataires de sécurité et les communautés dans lesquelles ils opèrent afin de prévenir la violence liée aux facteurs climatiques et de renforcer la résilience climatique.
- Fournir du soutien à l'élaboration de codes de conduite sur les politiques de sécurité et de risque de fragilité liées au climat pour les acteurs étatiques et non étatiques du secteur de la sécurité.
- Mener des recherches empiriques sur le déploiement des prestataires de sécurité sur le terrain, afin de créer de schémas de fragilité climat-sécurité, en aidant les prestataires de sécurité à fournir des services sur le terrain.
- Assurer la disponibilité de formations, d'équipements et de connaissances sur les impacts du changement climatique sur le secteur de la sécurité et les communautés dans lesquelles les prestataires de services de sécurité opèrent, ainsi que sur les risques liés à la sécurité et à la fragilité liés au climat.
- Former les acteurs étatiques et non étatiques du secteur de la sécurité à la surveillance, la prévention et la réponse à la violence de genre, au harcèlement sexuel et à l'extorsion.
- Renforcer la capacité du personnel de sécurité à participer à l'analyse des conflits en relation avec les facteurs climatiques et à comprendre et à répondre aux impacts différenciés du changement climatique selon le genre.
- Accroître la sensibilisation et la réactivité au climat dans le domaine du secteur de la sécurité.

RESSOURCES ADDITIONNELLES

Sur le changement climatique :

- Voir tous les **rapports du GIEC sur le site Web: https://www.ipcc.ch/reports/**

Sur la sécuritisation du changement climatique :

- Thomas Dietz et al.
  The Securitization of Climate Change: Actors, processes and consequences
  London/NY: Routledge, 2016.

Sur les incidences des changements climatiques sur la sécurité, y compris l'égalité des genres :

- Megan Bastik et Camille Risler
  DCAF, La voix des femmes: leur expérience du lien entre le climat, le genre et la sécurité
  Geneva: DCAF, 2022.

- Allison Carslon et Isabel Schmidt
  Managing Cascading Security Implications of Climate Change
  FP Analytics of the FP Group, 2020.

Sur le changement climatique et les acteurs du secteur de la sécurité:

- Louise van Schaik et al.
  Ready for take-off? Military responses to climate change
  The Hague: Clingendael Institute, 2020.

- Louise van Schaik et al.
  Decarbonized Defense: The Need for Clean Military Power in the Age of Climate Change Washington International Military Council on Climate and Security (IMCCS), Centre for Climate and Security, 2022.

- Steve Brock et al.
  The World Climate and Security Report 2021 Washington: International Military Council on Climate and Security (IMCCS), Centre for Climate and Security, 2021.

Sur la contribution d'une bonne RSS et GSS à la lutte contre le changement climatique :

- Hans Born (ed.)
  Climate Change and its Impact on Security Provision: The Role of Good Security Sector Governance and Reform.
  DCAF- Geneva Center for Security Sector Governance, Policy Brief
  Geneva: DCAF, 2021.

- Maria-Gabriela Manea
  The Security Sector and Climate Change
  Geneva Global Policy Brief No. 2/2021.

AUTRES RESSOURCES DU DCAF SUR LA RSS

Les publications du DCAF comprennent une large gamme de manuels et outils spécifiques permettant de guider les praticiens oeuvrant dans le domaine de la RSS et de la bonne GSS, téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante : **www.dcaf.ch**

NOTRE MISSION

Aider les États à améliorer le mode de gouvernance de leur secteur de la sécurité.

Donner des conseils sur l'élaboration de mesures de gouvernance du secteur de la sécurité à la fois efficaces et viables.

Favoriser la mise en œuvre par les États de réformes participatives, valorisant la contribution de tous et intégrant la dimension de genre.

NOS ACTIONS

Fournir une expertise technique aux processus de RSS/G menés au niveau national.

Renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques.

Diffuser en libre accès des ressources et des résultats de travaux de recherche.

Promouvoir les bonnes pratiques de gouvernance recommandées au niveau international.

Conseiller sur les questions juridiques et politiques liées au secteur de la sécurité.

DCAF Le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève

DCAF – le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité

Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
CH-1202 Geneva
Switzerland

info@dcaf.ch
+41 22 730 94 00

www.dcaf.ch